



Les 18 Fugitives



Synopsis

1987 : l'histoire commence avec l'achat de 18 vaches. Acquises par des Palestiniens de Beit Sahour en Cisjordanie, elles deviennent symbole de résistance et permettent aux résidents de produire du lait au lieu de devoir l'acheter à une entreprise israélienne. Mais alors que le premier soulèvement populaire palestinien naissait en Cisjordanie, les vaches clandestines, si chères aux Palestiniens, sont devenues la cible de l'armée israélienne. Avec humour et passion, *Les 18 fugitives* restitue l'esprit de 1987 à travers les yeux de ceux qui l'ont vécu, et met en lumière l'un des chapitres les plus étranges de l'histoire du conflit israélo-palestinien.

Réalisateurs



Amer Shomali

L'artiste palestinien **Amer Shomali** fait appel à l'art, à la technologie et aux médias numériques pour explorer la scène sociopolitique palestinienne et participer aux débats qui l'agitent.



Paul Cowan

En 25 ans de carrière, le réalisateur **Paul Cowan** n'a jamais redouté la controverse (*The Kid Who Couldn't Miss*, sur Billy Bishop, pilote d'élite durant la Première Guerre mondiale notamment). Il a remporté le prix Génie du meilleur documentaire (*Westray*).

Liens avec les programmes scolaires

Histoire-géographie (4^e) :

Thème transversal au programme d'histoire : les colonies

→ Le début du conflit israélo-palestinien sous mandat britannique, l'implication de la deuxième guerre israélo-arabe suite à la nationalisation du Canal de Suez pour les pays colonisateurs (France et Grande-Bretagne)

Thème transversal au programme de géographie : les territoires dans la mondialisation

→ Mise en jeu d'un ensemble de pays différents, au-delà de l'Israël et la Palestine : influence des Etats-Unis, de l'Europe, de l'ONU, des nations arabes limitrophes ?

Histoire-géographie (3^e) :

Thème : une géopolitique mondiale (depuis 1945)

→ La dimension géopolitique primordiale du conflit israélo-palestinien : en quoi l'importance de celle-ci dépasserait même les dimensions religieuses et territoriales ?

Histoire-géographie (Première-Terminal) :

Thèmes de Première : La guerre au XX^e siècle (ES-L), enjeux majeurs du XX^e siècle (S), la notion de territoire

Thèmes de Terminale : Médias et opinion publique (ES-L), puissances et tensions dans le monde, le rapport des sociétés à leur passé (S)

→ L'histoire de la Palestine est primordiale afin de comprendre les enjeux géopolitiques d'aujourd'hui, fortement hérités du XX^e siècle. La multiplicité des dimensions du conflit s'intègre dans un contexte d'histoire du XX^e siècle, mais aussi de géographie, avec le rapport au territoire, et la géographie évolutive et complexe de cette zone du Moyen-Orient.

Philosophie (Terminale) :

Thème : Autrui, la religion, la liberté, le libre-arbitre, l'État

→ Réflexions sur la liberté et le territoire, l'identité nationale politique et/ou religieuse, la différence à autrui, le choix, l'influence des dirigeants politiques dans les trajectoires nationales

Sciences économiques et sociales (Première-Terminale) :

Thème : Inégalités économiques sociales, représentation politique

→ Quelle est la dimension économique du conflit israélo-palestinien ? En quoi a-t-elle une influence majeure sur le développement des zones en conflit et alentour ?

Option cinéma (Terminale) :

→ Les effets plastiques du mélange d'archives et de création d'une animation en pâte à modeler ; comment s'exprimer ou raconter des histoires avec des médiums de différentes natures ?

Autre pistes de réflexions transversales

- Les conflits récents et en cours, étendus à d'autres territoires du Moyen-Orient (Afghanistan, Liban, Irak, Syrie)
- La montée des groupes terroristes et leur influence au-delà du monde arabe
- Le Printemps arabe, espoirs et réalités : cas de l'Égypte
- Le rôle des Etats-Unis dans le conflit israélo-palestinien

Le conflit israélo-palestinien : un résumé

Le **conflit israélo-palestinien** oppose les Israéliens aux Palestiniens depuis presque **100 ans**.

Après la **Seconde Guerre Mondiale**, les **Nations Unies** décident de diviser le territoire situé entre le Liban, la Syrie, la Jordanie et l’Égypte, **en deux Etats indépendants, un Etat israélien, et un Etat palestinien**. Les palestiniens vivent déjà en grande majorité sur ce territoire, et après la terrible guerre, les juifs revendiquent un « pays à eux », et considère Israël comme une terre sacrée. Les nations arabes alentour ne sont pas d’accord avec cette division décidée par l’Occident, et **de nombreuses guerres ont lieu entre eux et Israël**, pendant longtemps soutenue par les Etats-Unis et plusieurs nations européennes.

A partir du début des années 70 jusqu’à aujourd’hui, le **conflit est rythmé par des tentatives d’accord de paix**, dans lesquels Israël accepte de rendre des parties du territoire qu’elle a annexé aux Palestiniens, et par **des nouvelles explosions de violences** à l’échelle citoyenne, ou par différents groupes religieux.

L’Organisation pour la libération de la Palestine tente depuis plusieurs décennies de **faire de la Palestine une entité politique** unie, mais de nombreuses **ruptures internes, notamment avec le Hamas** à partir des années 2000, fragilise énormément la cohésion. **Le Hamas**, qui contrôle le territoire de la **bande de Gaza**, est **en guerre contre Israël depuis 2006 jusqu’à aujourd’hui** ; le **dernier massacre** israélien sur Gaza a lieu en **été 2014**, avec plus de 2000 martyrs palestiniens.

Aujourd’hui, la **Palestine n’est toujours pas reconnue comme un Etat** à part entière à l’ONU.

Depuis 20 ans, le conflit israélo-palestinien aurait fait **plus de 8000 morts** : 7 398 Palestiniens, et 1 483 Israéliens.

Si le conflit a une apparence avant tout territoriale et religieuse, ses **dimensions géopolitiques, historiques et économiques** constituent des dynamiques sous-jacentes particulièrement influentes.

Quelques notions clefs : à expliquer à partir de la chronologie

OLP, Septembre noir, Knesset, guerre de Six jours, guerre de Kippour/Ramadan, accords de Camp David, Oslo I et Oslo II, Cisjordanie, Bande de Gaza, Intifada, Hamas, crime contre l'humanité, blocus

Le conflit israélo-palestinien : chronologie détaillée (1947-2015)

1918 → 1947 : une décision occidentale

La victoire des alliés lors de la **Première Guerre Mondiale en 1918 met fin à la domination ottomane**, et la **Palestine passe sous le contrôle anglais**. S'ensuivent plusieurs décennies de ce « mandat britannique », ponctuées de révoltes de la part des arabes, qui ne sont plus maîtres de leur territoire, et des juifs, qui réclament la construction d'un état juif en Palestine.

Cette revendication juive s'intensifie à la suite de la Seconde Guerre Mondiale, et de nombreux réfugiés juifs, rescapés dans camps nazis, immigrent en masse en Palestine. Incapable de mettre d'accord les arabes et les juifs, le gouvernement britannique charge l'ONU de régler la question.

L'ONU adopte donc un plan de partage de la Palestine en deux États indépendants, un juif et un arabe. Jérusalem est placé sous régime international. Israël posséderait 55 % du territoire et la zone internationale comprendrait les lieux saints que sont Bethléem et Jérusalem. Les onze nations arabes prenant part au vote sont contre le plan de partage, et des affrontements entre juifs et arabes explosent dès les jours qui suivent le vote.

1948-1949 : Première guerre israélo-arabe

L'annonce de la création de l'Etat d'Israël en 1948 déclenche l'entrée en guerre immédiate des états arabes. **L'Egypte, la Jordanie, la Syrie et le Liban s'opposent à Israël dans cette première guerre israélo-arabe.** Celle-ci se conclut par une **victoire d'Israël, qui repousse les frontières dessinées par l'ONU** et occupe la partie ouest de la capitale Jérusalem.

1950 : L'Etat israélien s'affirme

La **Knesset**, Parlement israélien, **vote la « loi sur le retour »**, qui accorde la citoyenneté israélienne à tout juif qui la demande. La population juive s'accroît alors considérablement. **Israël devient membre des Nations Unies**, et les Etats arabes refusent de reconnaître son existence.

1956 : Deuxième guerre israélo-arabe

Après la nationalisation du canal de Suez par le président égyptien Nasser, la seconde guerre israélo-arabe est déclenchée. A la fin de 1956, les Israéliens commencent à évacuer le Sinaï. **Israël retrouve ses frontières de 1949.**

1967 : Troisième guerre israélo-arabe

Suite aux tensions aux frontières entre la Syrie et Israël, du 5 au 11 juin, la troisième guerre israélo-arabe surnommé **la guerre des Six Jours a lieu**, opposant à nouveau Israël, fortement soutenu par les Etats-Unis, aux nations arabes. **Israël sort victorieuse, et élargit à nouveau son territoire** (Sinaï, Bande de Gaza, Cisjordanie, plateau du Golan).

1968-1972 : Emergence difficile de l'Autorité palestinienne

En 1968, **Yasser Arafat est désigné président de l'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP)**, créée quatre années auparavant et peu après le Fatah (1959). L'OLP est un mouvement de libération de la Palestine qui prône la lutte armée et défend l'action du peuple palestinien. **Les gouvernements en place au Liban et en Jordanie jugent la présence et l'action de l'OLP envahissante**, et les militaires palestiniens sont chassés par une répression sanglante. L'OLP et le Fatah décident de **répliquer par le biais de ce qu'ils appellent « Septembre Noir »**. Lors des Jeux Olympiques de Munich, ce groupe terroriste va assassiner 11 sportifs de la délégation israélienne.

1973 : Quatrième guerre israélo-arabe

Les armées égyptiennes et syriennes attaquent simultanément Israël pour reconquérir les territoires occupés le jour de Yom Kippour, jour sacré du calendrier juif, qui arrive en même temps que le ramadan musulman. La guerre d'octobre, aussi appelée « guerre du Kippour » par les juifs, et « guerre du Ramadan » par les arabes, se termine par une **victoire d'Israël**, soutenue à nouveau par les Etats-Unis.

1974-1981 : Tentatives de paix

En 1974, **l'OLP obtient un statut d'observateur à l'ONU**. En 1978, **les accords de Camp David sont signés entre l'Egypte, l'Israël et les Etats-Unis**. Ils autorisent l'Egypte à récupérer le Sinaï, établissent des relations diplomatiques entre Israël et l'Egypte, et reconnaissent le droit légitime des Palestiniens. **Ils prévoient aussi un**

certain régime d'autonomie en Cisjordanie et à Gaza, mais ceci n'a jamais été appliqué. Une fois le traité de paix signé, les présidents égyptiens et israéliens reçoivent le prix Nobel de la paix de 1979. Le président égyptien sera toutefois assassiné par un islamiste en 1981.

1987 : Première intifada

En décembre débute l'Intifada ou "guerre des pierres", une résistance populaire conduite par les Palestiniens de l'intérieur. Elle naît d'abord à Gaza puis s'étend à toute la Cisjordanie.

C'est ici que se situe le documentaire.

1988-1995 : Tentatives de paix

L'OLP se déclare prête à instaurer "une autorité nationale indépendante" en bon voisinage avec Israël. Cela signifie que d'une certaine manière, ils acceptent de reconnaître Israël.

Yasser Arafat réaffirme sa condamnation du terrorisme sous toutes ses formes, ce qui pousse les Etats-Unis à accepter d'ouvrir un certain dialogue avec l'organisation palestinienne.

Yasser Arafat est reçu par le président français François Mitterrand en 1989, des personnalités palestiniennes par le secrétaire d'Etat américain en 1991.

En septembre 1993, **Israël et l'OLP signent un accord de principe « Oslo I »** sur une autonomie palestinienne transitoire de cinq ans, et **Yasser Arafat et Yitzhah Rabin échangent une poignée de main historique.** En 1994, l'autorité palestinienne s'installe alors les nouvelles zones autonomes, soit la bande de Gaza et la ville de Jéricho. Suite à la signature de l'accord « Oslo II » de 1995, Israël se retire de 6 villes de Cisjordanie, qui deviennent autonomes à leur tour.

1996-2000 : Renouveau politique et rechutes vers la violence

Le nouveau premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, peu favorable aux accords d'Oslo, annonce un retrait de l'Israël de 9% de la Cisjordanie, alors que les Palestiniens réclamaient 30%.

De plus, Israël met en chantier une nouvelle colonie juive à Abou Ghneim (Har Homa) près de Bethléem, dans la partie occupée de Jérusalem-Est. Ceci avive d'autant plus les tensions.

En 1998, Israël annonce qu'elle gardera de larges parties de la Cisjordanie, et créé une super-municipalité de Jérusalem qui englobe plusieurs colonies de Cisjordanie, malgré les **critiques des Etats-Unis et de l'Union européenne**.

Le processus de paix est donc en mauvaise voie, mais en octobre 1998, un accord est signé entre Arafat et Netayahu visant à transférer à l'administration palestinienne 13% du territoire de la Cisjordanie encore sous son contrôle.

En 1999, un nouveau premier ministre israélien est élu, Ehud Barak, et quelques mois après, un accord fixant les dates de retraits israéliens en Cisjordanie est signé. **Mais le passage des paroles aux actes est difficile** ; en 2000, 6,1% de territoire israélien en Cisjordanie est rendu aux Palestiniens.

2000-2005 : Deuxième intifada

En 2001, Ariel Sharon est élu premier ministre en Israël, qui commence alors à **lancer des raids sans précédents dans les territoires palestiniens**. Le quartier général d'Arafat est partiellement détruit et le leader palestinien coupé du monde.

En 2003, des pressions internationales poussent Yasser Arafat à réformer l'Autorité palestinienne, et il propose de nommer Mahmoud Abbas au poste de Premier ministre. Une feuille de route est mise en place, et **un plan de paix international prévoit la création d'un Etat Palestinien d'ici 2005**. Il obtient alors en juin du Hamas, du Jihad islamique puis du Fatah, une trêve temporaire des attaques anti-israéliennes, mais en août, un attentat-suicide à Jérusalem-Ouest fait 21 morts et Abbas **rompt les contacts de l'OLP avec les groupes du Hamas et du Jihad islamique**.

Abbas démissionne début septembre, et Ahmed Qoreï prend le relai. **Le chaos se poursuit au sein de l'Autorité palestinienne, accusée de corruption** ; Qoreï démissionne, puis Yasser Arafat décède en 2004. Malgré le boycott des groupes islamistes, des élections présidentielles début 2005 avec plus de 60% de participation amènent **Mahmoud Abbad en tête — il est à nouveau président**.

Un accord de trêve des violences est encore envisagé, l'intifada est considérée comme terminée, mais la paix est à nouveau vite brisée par un attentat-suicide à Tel Aviv, sans doute perpétrée par une cellule du Jihad islamique. Une rencontre des dirigeants israélien et palestinien ne réchauffe pas les relations, même si **en septembre 2005, Israël se retire de la Bande de Gaza**.

2006-2009 : Émergence politique du Hamas et violences sur la bande de Gaza

Victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes, et **l'opposition politique intérieure entre le Hamas et le Fatah** fragilise énormément la Palestine. De plus, les **aides financières** en direction de la Palestine **sont gelées suite aux élections**, ce qui plonge les territoires dans une crise financière. Ce n'est qu'en février 2007, après que de **nombreuses violences interpalestiniennes** aient fait beaucoup de morts, que le **Hamas et le Fatah signent en Arabie saoudite un accord** sur la formation d'un gouvernement d'union.

Mais cela ne suffit pas, et en juin le **Hamas prend le contrôle de la totalité de la bande de Gaza**. Mahmoud Abbas destitue le gouvernement et appelle à la formation d'un cabinet d'urgence, et quelques jours plus tard, l'Union européenne et les Etats-Unis rétablissent leur aide financière directe à l'Autorité palestinienne et normalise les relations.

Ehud Olmert et Mahmoud Abbas s'engagent à **conclure un traité de paix avant la fin 2008**. Israël impose des sanctions économiques à la **Bande de Gaza décrétée "entité ennemie"**, et de nombreuses offensives ont lieu dans les deux sens. En juin 2008, un cessez-le-feu est conclu pour six mois entre Israël et le Hamas à Gaza.

Israël s'engage à lever progressivement le blocus imposé depuis le coup de force du Hamas sur le territoire palestinien deux ans plus tôt, mais cette trêve ne prend pas effet et le combat s'intensifie. **Une offensive terrestre est lancée en janvier 2009 par Israël**, et en l'espace de 3 semaines, elle fait **1 330 morts palestiniens et 5 450 blessés**, selon les services médicaux palestiniens. **Côté israélien, 10 militaires et 3 civils** ont péri, selon les chiffres officiels.

Un rapport de l'ONU sur la guerre de Gaza en janvier 2009, conduit par le juge Richard Goldstone, **accuse Israël et le Hamas de "crimes de guerre" et de possibles "crimes contre l'humanité."**

Mahmoud Abbas convoque des élections législatives et présidentielle pour janvier 2010. **Le Hamas refuse la tenue d'élections à Gaza**. le Conseil central de l'OLP décide de prolonger les mandats de Mahmoud Abbas et du Parlement palestinien afin d'éviter une crise politique et institutionnelle. Cette décision est immédiatement rejetée par le Hamas.

2010-2015

Israël maintient son blocus contre Gaza, et sous pression internationale, annonce l'assouplissement de son embargo sur les biens "à usage civil." En septembre 2010,

les discussions de paix sont reprises entre Israéliens et Palestiniens, interrompus depuis 2008. Les divisions interpalestiniennes entre le Fatah et Hamas persistent, alors que **des milliers de manifestants réclament leur trêve** aussi bien à Gaza qu'en Cisjordanie.

Fin 2011, les Palestiniens ne sont pas reconnus comme membre à part entière à l'ONU, mais le sont aux yeux de l'UNESCO. **L'Europe reconnaît la Palestine fin 2014.**

En 2012, **le Fatah et le Hamas signent à Doha un accord sur la formation d'un cabinet de transition** dirigé par Mahmoud Abbas, chargé de superviser la tenue d'élections. L'accord reste sans effet.

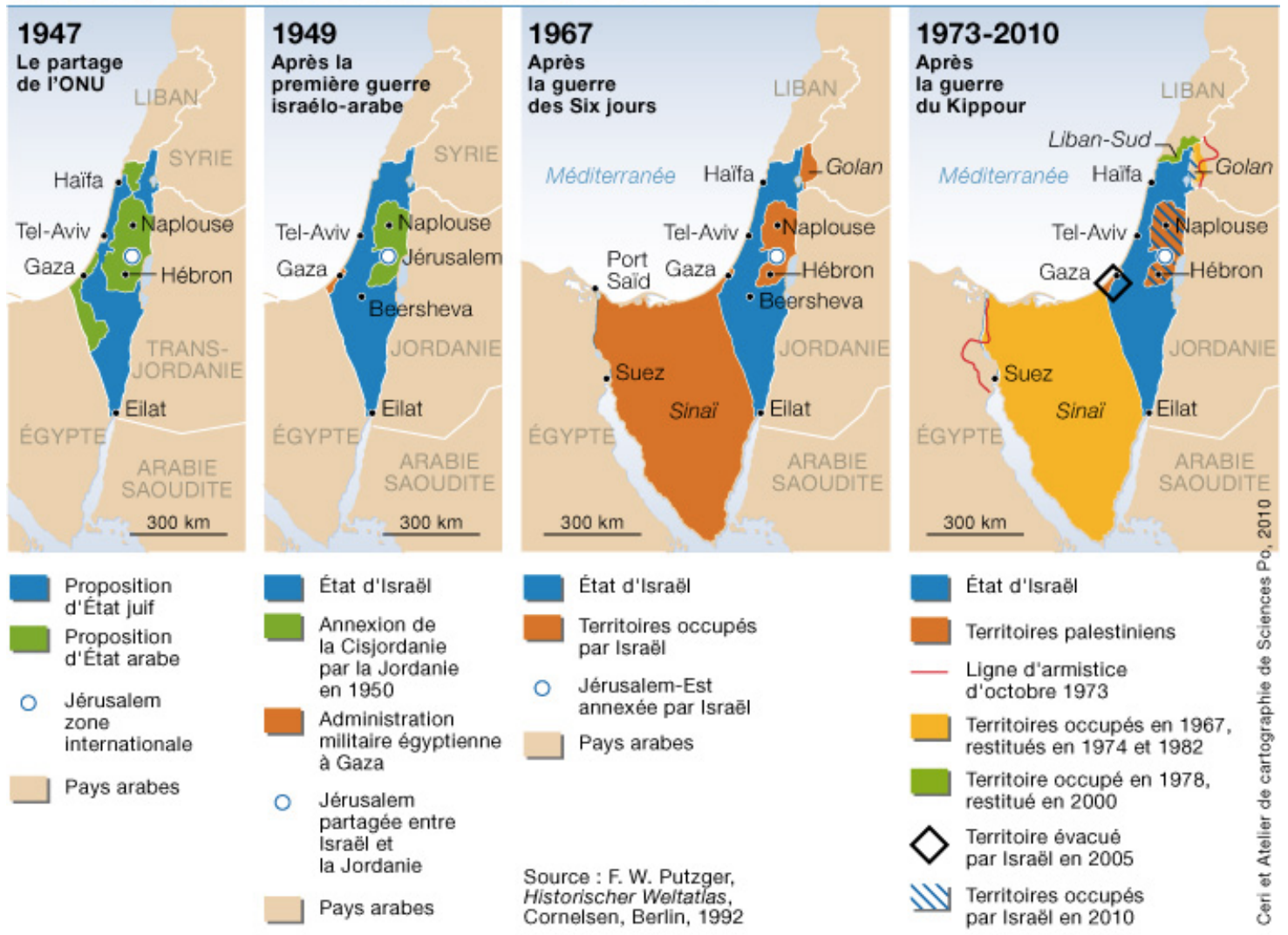
Les négociations avec l'Israël sont reprises en 2013, mais échouent à nouveau en 2014. Les violences entre Gaza et Israël ne cessent pas, **un massacre israélien sur Gaza a lieu en été 2014, avec plus de 2000 martyrs palestiniens.**

En octobre 2015, la jeunesse palestinienne se soulève.

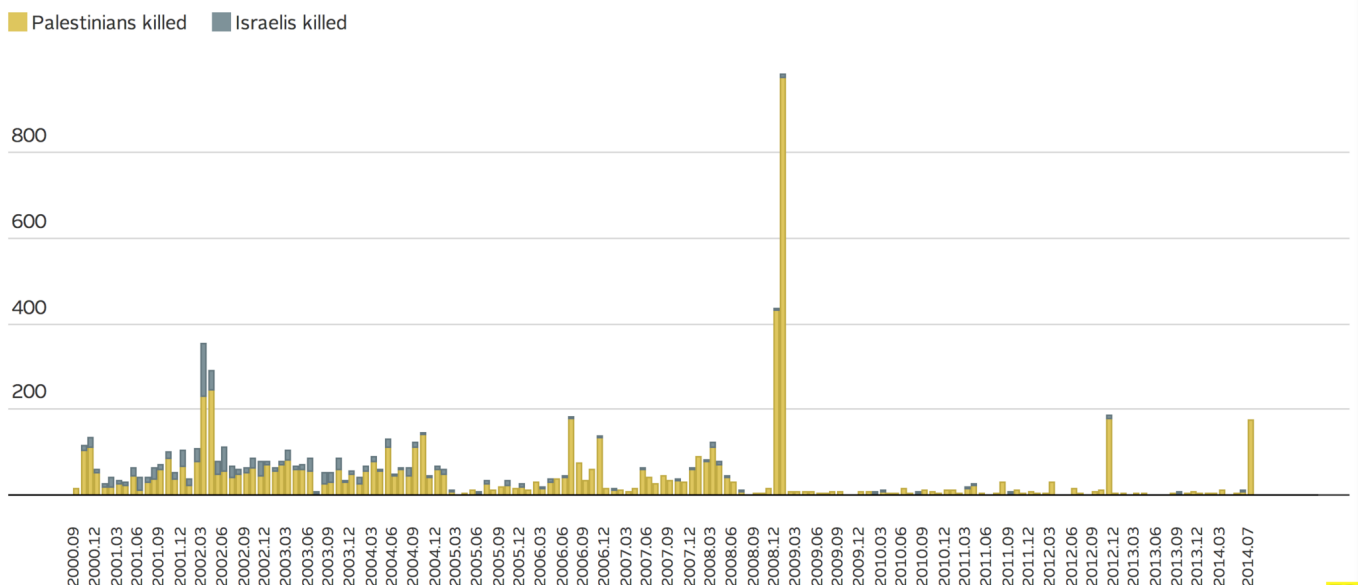
Le conflit israélo-palestinien : quelques images



Chronologie de l'État d'Israël en cartes, 1947-2010



Israel-Palestine conflict deaths per month



Source: B'Tselem, OCHA

Pour aller plus loin

Les clefs du Moyen-Orient, le 2 novembre 2010, « Intifada (1987-1991) » - Anne-Lucie Chaigne-Oudin

En 1987, un mouvement de protestation populaire appelé intifada (qui signifie soulèvement en arabe) ou guerre des pierres, se déclenche en Cisjordanie et à Gaza contre l'administration et l'armée israéliennes.

Contexte historique

A la suite de la guerre des six jours de 1967, Israël occupe la Cisjordanie et la Bande de Gaza. Ces deux territoires ne sont plus sous la tutelle arabe et se trouvent sous le contrôle israélien. Le 20 août 1967, le Fatah, mouvement de Yasser Arafat, décide de mener la résistance palestinienne à l'intérieur de ces deux territoires. Cette décision provoque la réaction d'Israël, qui arrête plus de 10 000 activistes, mais les actes de résistance se poursuivent tant dans les Territoires occupés qu'en Israël. Plusieurs mouvements palestiniens y participent : le Fatah, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le front démocratique de libération de la Palestine (FDLP). A la suite de ces actions de guérilla palestiniennes, l'armée israélienne renforce sa présence dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie, mais mène également des actes de représailles contre les pays arabes dans lesquels se trouvent des unités de résistance palestiniennes.

Sur le plan territorial, Israël contrôle en 1987 environ 52% des terres en Cisjordanie et 11% dans la Bande de Gaza [1]. Sur ces territoires, Israël développe des implantations juives : selon Nadine Picaudou, environ "200 000 colons vivent dans les 120 implantations de Cisjordanie et les 12 de Gaza" [2].

Dans ce contexte d'occupation israélienne et de volonté de résistance éclate l'intifada

Déclenchement et déroulement de l'intifada

Le 6 décembre 1987, un officier israélien est assassiné à Gaza et le 8 décembre, un camion israélien percute une voiture palestinienne, faisant trois morts et des blessés graves. Cet accident n'est cependant pas considéré comme tel par la population palestinienne, qui émet l'hypothèse d'une vengeance à la suite de l'assassinat de l'officier israélien. A la suite de ces événements dans la Bande de Gaza, des émeutes s'y déclenchent et touchent également la Cisjordanie.

Les actions sont dirigées contre les militaires israéliens, par des jeunes palestiniens qui lancent des pierres, puis des bouteilles incendiaires artisanales. Cette population palestinienne, née sous l'occupation, exprime ainsi sa volonté de changement, dans un contexte de chômage et de misère quotidienne. C'est également l'une des premières fois où s'exprime la volonté de résistance des Palestiniens de l'intérieur. Ces actions sont suivies par des initiatives passives contre les intérêts israéliens,

notamment le refus d'acheter des produits israéliens, le boycott des impôts, les grèves des travailleurs palestiniens journaliers, les grèves des commerçants.

Sur le plan politique palestinien, ce mouvement populaire est rapidement cautionné par l'OLP et par le « commandement national unifié pour l'intensification du soulèvement sur la terre occupée » (CNU) formé par le FDLP, le Fatah, le FPLP et le parti communiste palestinien.

Israël réagit et lance des actions de répression contre les manifestants : arrestations, punitions collectives, mise en place de couvre-feux, démolition de maisons abritant des manifestants. A partir de l'été 1988, l'armée riposte contre les manifestants par l'utilisation de balles de caoutchouc et de matraques.

Cependant, le mouvement semble s'essouffler à la fin de l'été 1988, en raison de la répression israélienne, de clivages au sein du CNU et entre le CNU et les organisations islamistes : au sein du CNU, le FPLP s'oppose aux autres organisations sur la stratégie à suivre ; c'est également en 1988 qu'est créé le Hamas, dont l'objectif est la lutte contre Israël et la reconquête des terres palestiniennes prises par Israël. L'intifada s'éteint en 1989, mais connaît quelques regains de violences.

Les conséquences de l'intifada

Dans ce contexte, la Jordanie décide le 28 juillet 1988 de mettre fin aux liens administratifs et légaux avec la Cisjordanie. Cette décision apparaît motivée par la crainte du pouvoir jordanien d'un embrasement de l'intifada auprès des Jordaniens d'origine palestinienne. Cette décision jordanienne oblige l'OLP à un nouveau positionnement et lors de la XIXème session du conseil national palestinien tenue en novembre 1988 à Alger, la naissance de l'Etat palestinien et son indépendance sont proclamées.

Pour Israël, la répression est lourde de conséquence pour son image auprès de l'opinion publique internationale, mais également auprès de l'opinion israélienne qui s'interroge sur les moyens utilisés.

La conférence de Madrid d'octobre 1991, puis les accords de paix d'Oslo du 13 septembre 1993 sont considérés comme mettant fin à la première intifada.

Le Monde, le 7 juillet 2015, « Un an après la guerre, Gaza au point mort » - Piotr Smolar

Un an a passé depuis le lancement de l'opération « Bordure protectrice » par l'armée israélienne dans la bande de Gaza. Troisième guerre en six ans, elle a coûté la vie à près de 2 100 Palestiniens. Elle a réduit les capacités militaires du Hamas, qui contrôle ce territoire depuis 2007, et permis la destruction d'une trentaine de ses tunnels d'assaut, creusés vers Israël. Mais elle a surtout enfoncé la population – 1,8

million de personnes serrées sur 362 km² – dans un état de marasme économique et de désespoir dont il est difficile de trouver un équivalent.

Selon la Banque mondiale, le territoire palestinien enregistre le plus fort taux de chômage au monde, à 40 %. Parmi les jeunes, qui composent l'essentiel de cette population, le chiffre grimpe au-delà de 60 %. Selon un sondage publié fin juin, un habitant sur deux souhaite émigrer, un chiffre sans précédent. Dans les quartiers les plus touchés par les raids israéliens et les tirs d'artillerie, comme celui de Chejaiya, à l'est de la ville de Gaza, la reconstruction a à peine débuté.

L'argent promis par les donateurs internationaux lors de la conférence du Caire, à l'automne 2014, n'arrive que lentement. Les Israéliens ont permis l'entrée de matériaux de construction, par le poste d'Erez. Mais les habitants n'ont souvent pas les moyens d'acheter le nécessaire pour reconstruire leurs habitations détruites.

Règlements de compte

L'autre échec majeur est celui de la réconciliation entre les formations palestiniennes ennemies : le Fatah, du président de l'Autorité palestinienne (AP) Mahmoud Abbas, et le Hamas. Le gouvernement technique qu'elles avaient décidé de lancer ensemble en avril 2014 n'a pas pris pied dans la bande de Gaza. Les règlements de compte entre les deux camps se poursuivent, malgré les appels vains à l'unité palestinienne.

Le 3 juillet, les services de sécurité de l'AP ont interpellé en Cisjordanie une centaine de militants du Hamas, puis une vingtaine d'autres dans le milieu universitaire, le lendemain. Pendant ce temps, le Hamas conduit des discussions secrètes avec Israël au sujet d'un hypothétique cessez-le-feu de plusieurs années. Pour le mouvement national islamiste, il s'agirait d'une sorte de répit, permettant de reprendre des forces. Avant la prochaine confrontation avec l'Etat hébreu ?